ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 50.563/2
DU 5 DÉCEMBRE 2011

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par la Vice-Première Ministre et Ministre des Affaires sociales, le 8 novembre 2011, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal « modifiant l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant le nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités », a donné l'avis suivant :

Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

*
* *

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Formalités préalables

Une loi du 30 juillet 2010, entrée en vigueur le 1er octobre 2011 [1], a inséré dans la loi du 5 mai 1997 'relative à la coordination de la politique fédérale de développement durable' des dispositions relatives à l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable.

Le législateur a défini l'« évaluation d'incidence » comme étant « l'évaluation d'incidence des décisions sur le développement durable, c'est-à-dire la méthode permettant d'étudier les éventuels effets sociaux, économiques et environnementaux, ainsi que les effets sur les recettes et les dépenses de l'État, à court, à moyen et à long terme, en Belgique et à l'étranger, d'une politique proposée avant que la décision finale ne soit prise » [2].

[1] Selon son article 4, la loi du 30 juillet 2010 « entre en vigueur le premier jour du douzième mois qui suit celui de sa publication au Moniteur belge ». Cette publication étant intervenue le 14 octobre 2010, il en résulte que la loi du 30 juillet 2010 est entrée en vigueur le 1er octobre 2011.

[2] Article 2, 9°, de la loi du 5 mai 1997.

Le système suivant a été mis en place :

1° en principe, tout avant-projet de loi, tout projet d'arrêté royal et tout projet de décision soumis à l'approbation du Conseil des ministres doivent donner lieu à un examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence [3] ; les seuls cas dans lesquels un tel examen préalable ne doit pas avoir lieu sont ceux qui sont appelés à être fixés par un arrêté royal délibéré en Conseil des ministres [4], qui, à ce jour, en l'état des textes publiés au Moniteur belge, n'a pas été pris ;

2° lorsqu'il apparaît, au terme de l'examen préalable, qu'une évaluation d'incidence est requise, il doit alors être procédé à cette évaluation [5] ;

3° le respect de la procédure ainsi prescrite conditionne, selon le cas, le dépôt du projet de loi devant les Chambres législatives, l'adoption du projet d'arrêté royal ou l'approbation du projet de décision par le Conseil des ministres [6].

En l'espèce, aucun des documents transmis au Conseil d'État ne permet d'établir que la procédure décrite ci-avant a été suivie, plus spécialement l'examen préalable de la nécessité de réaliser une évaluation d'incidence.

L'auteur du projet veillera à l'accomplissement de cette formalité.

Intitulé

Dans un souci de sécurité juridique, il est proposé de mentionner, dans l'intitulé du texte en projet, les dispositions de l'annexe de l'arrêté royal du 14 septembre 1984 'établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités' qui sont modifiées et donc d'insérer les mots « l'article 35, §§ 1er, 16 et 17, de » entre les mots « modifiant » et « l'annexe ».

---

[3] Article 19/1, § 1er, alinéa 1er, de la loi du 5 mai 1997. L'article 19/1, § 2, de la loi du 5 mai 1997 charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de cet examen préalable. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au Moniteur belge.

[4] Article 19/1, § 1er, alinéa 2, de la loi du 5 mai 1997.

[5] Article 19/2 de la loi du 5 mai 1997. Cette disposition charge le Roi de fixer, par arrêté délibéré en Conseil des ministres, les modalités de l'évaluation d'incidence. À ce jour, aucun arrêté ayant un pareil objet n'a été publié au Moniteur belge.

[6] Article 19/3 de la loi du 5 mai 1997.

Préambule

Au dernier alinéa, la mention du ministre qui propose au Roi l'arrêté en projet ne doit faire état que de la compétence en vertu de laquelle il agit en l'espèce. Il y aura donc lieu d'écrire : « Sur la proposition de la Ministre des Affaires sociales, » [7].

Dispositif

Article 1er

Le paragraphe 1er de l'article 35 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 précité, a été modifié en dernier lieu le 7 novembre 2011 et les paragraphes 16 et 17, le 26 septembre 2011.

Dans un souci de sécurité juridique et afin de ne pas alourdir le texte, il serait préférable de mentionner comme suit les modifications apportées à l'article 35 de l'annexe, d'une manière plus conforme à l'usage :

> « Article 1er. À l'article 35 de l'annexe à l'arrêté royal du 14 septembre 1984 établissant la nomenclature des prestations de santé en matière d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, inséré par l'arrêté royal du 24 août 1994, :
>
> 1° au paragraphe 1er, A. ORTHOPEDIE ET TRAUMATOLOGIE , l'intitulé 'Catégorie 2', modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 7 novembre 2011, est complété comme suit : '(la suite comme au projet)' ;
>
> 2° au paragraphe 16, A. Orthopédie et traumatologie, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 septembre 2011, l'intitulé et les prestations suivants sont insérés avant l'intitulé 'Catégorie 2' :
>
> 'Arthroscopie : Implants :'
>
> 735895-735906,735910-735921,735932-735943,735954-735965,735976-735980 et 735991-736002' ;
>
> 3° au paragraphe 17, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 26 septembre 2011, sont apportées les modifications suivantes :
>
> a) l'intitulé '- 20 % pour les prestations, A. Orthopédie et traumatologie', est complété par l'intitulé et les prestations suivants :

[7] *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, recommandation n° 41 et formule F 3-8-1.

‘Arthroscopie : Implants :
735895-735906,735910-735921’ ;

b) avant l’intitulé ‘-100 % pour les prestations’, sont insérés les intitulés et les prestations suivants :

‘- 80 % pour les prestations :
Arthroscopie : Implants :
735976-735980, 735991-736002’ ;

c) avant l’intitulé ‘-150 % pour les prestations’, sont insérés les intitulés et les prestations suivants :

‘- 120 % pour les prestations :
Arthroscopie : Implants :
735932-735943,735954-735965’ ».

La chambre était composée de

Messieurs	Y.	KREINS,	président de chambre,
	P.	VANDERNOOT,	conseillers d'État,
Madame	M.	BAGUET,	
Monsieur	S.	VAN DROOGHENBROECK,	assesseur de la section de législation,
Madame	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	greffier.

Le rapport a été présenté par Mme G. JOTTRAND, premier auditeur.

LE GREFFIER LE PRÉSIDENT

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 50.563/2
VAN 5 DECEMBER 2011

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, tweede kamer, op 8 november 2011 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Sociale Zaken verzocht haar, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van "tot wijziging van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen", heeft het volgende advies gegeven:

Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als zij te oordelen heeft of het vaststellen of wijzigen van een verordening noodzakelijk is.

*
* *

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het vervangen is bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voormelde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Voorafgaande vormvereisten

Bij een wet van 30 juli 2010, die op 1 oktober 2011 in werking is getreden[1], zijn in de wet van 5 mei 1997 ‘betreffende de coördinatie van het federale beleid inzake duurzame ontwikkeling’ bepalingen betreffende de duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling ingevoegd.

De wetgever heeft de “effectbeoordeling” gedefinieerd als “duurzame ontwikkelingseffectbeoordeling, zijnde de methode voor het bestuderen van mogelijke sociale, economische en leefmilieueffecten, alsmede de effecten op de inkomsten en de uitgaven van de Staat, van een voorgesteld beleid op korte, middellange en lange termijn in en buiten België vooraleer de uiteindelijke beslissing wordt genomen”[2].

[1] Volgens artikel 4 van de wet van 30 juli 2010 “treedt (deze wet) in werking op de eerste dag van de twaalfde maand na die waarin ze is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*”. Doordat de wet van 30 juli 2010 is bekendgemaakt op 14 oktober 2010, volgt daaruit dat deze wet in werking is getreden op 1 oktober 2011.

[2] Artikel 2, 9°, van de wet van 5 mei 1997.

In dat kader is de volgende regeling ingevoerd:

1° in principe moet elk voorontwerp van wet, elk ontwerp van koninklijk besluit en elk voorstel van beslissing dat ter goedkeuring aan de Ministerraad moet worden voorgelegd aanleiding geven tot een voorafgaand onderzoek met betrekking tot de noodzaak om een effectbeoordeling uit te voeren[3]; de enige gevallen waarin zo een voorafgaand onderzoek niet hoeft plaats te vinden, zijn die welke moeten worden bepaald bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad[4], welk besluit bij de huidige stand van de teksten die in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt zijn, nog niet uitgevaardigd is;

2° wanneer uit het voorafgaand onderzoek blijkt dat een effectbeoordeling vereist is, dient de voormelde beoordeling te worden uitgevoerd[5];

3° de naleving van de aldus voorgeschreven procedure is een voorwaarde, naargelang het geval, voor het indienen van een wetsontwerp bij de Wetgevende Kamers, voor het uitvaardigen van een koninklijk besluit of voor het goedkeuren van een voorstel van beslissing door de Ministerraad[6].

In casu kan uit geen stuk dat aan de Raad van State overgezonden is, opgemaakt worden dat de hiervoren beschreven procedure gevolgd is, meer in het bijzonder of vooraf onderzocht is of het noodzakelijk is een effectbeoordeling uit te voeren.

De steller van het voorontwerp dient erop toe te zien dat dit vormvereiste vervuld wordt.

Opschrift

Met het oog op de rechtszekerheid wordt voorgesteld om in het opschrift van de ontworpen regeling melding te maken van de bepalingen van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 ‘tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen’

---

[3] Artikel 19/1, § 1, eerste lid, van de wet van 5 mei 1997. Bij artikel 19/1, § 2, van de wet van 5 mei 1997 wordt de Koning ermee belast dat voorafgaand onderzoek te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is nog geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[4] Artikel 19/1, § 1, tweede lid, van de wet van 5 mei 1997.

[5] Artikel 19/2 van de wet van 5 mei 1997. Bij deze bepaling wordt de Koning ermee belast de effectbeoordeling te regelen bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad. Tot op heden is geen besluit met een dergelijk onderwerp in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt.

[6] Artikel 19/3 van de wet van 5 mei 1997.

die gewijzigd worden en dus de woorden “van artikel 35, §§ 1, 16 en 17,” in te voegen tussen de woorden “wijziging” en “van de bijlage”.

Aanhef

In het laatste lid dient met betrekking tot de minister die het ontwerpbesluit voordraagt aan de Koning uitsluitend de bevoegdheid vermeld te worden krachtens welke hij in dit geval handelt. Men schrijve derhalve: “Op de voordracht van de Minister van Sociale Zaken”[7].

Dispositief

Artikel 1

Paragraaf 1 van artikel 35 van de bijlage bij het voormelde koninklijk besluit van 14 september 1984 is laatstelijk gewijzigd op 7 november 2011 en de paragrafen 16 en 17 van dat artikel zijn laatstelijk gewijzigd op 26 september 2011.

Met het oog op de rechtszekerheid en teneinde de tekst niet stroever te maken, zou het beter zijn de wijzigingen die in artikel 35 van de bijlage aangebracht worden als volgt te vermelden op een wijze die meer in overeenstemming is met het gebruik:

> “Artikel 1. In artikel 35 van de bijlage bij het koninklijk besluit van 14 september 1984 tot vaststelling van de nomenclatuur van de geneeskundige verstrekkingen inzake verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 24 augustus 1994:
>
> 1° wordt in paragraaf 1, A. ORTHOPEDIE EN TRAUMATOLOGIE, het opschrift ‘Categorie 2’, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 7 november 2011, aangevuld als volgt: ‘(voorts als in het ontwerp)’;
>
> 2° worden in paragraaf 16, A. Orthopedie en traumatologie, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 2011, vóór het opschrift ‘Categorie 2’ het volgende opschrift en de volgende verstrekkingen ingevoegd:

[7] *Beginselen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab Wetgevingstechniek, aanbeveling 41 en formule F 3-8-1.

‘Implantaten artroscopie:
735895-735906, 735910-735921, 735932-735943, 735954-735965, 735976-735980 en 735991-736002';

3° wordt paragraaf 17, laatstelijk gewijzigd bij het koninklijk besluit van 26 september 2011, gewijzigd als volgt:

a) het opschrift ‘- 20 % voor de verstrekkingen: A. Orthopedie en traumatologie’ wordt aangevuld met het volgende opschrift en de volgende verstrekkingen ‘Artroscopie: implantaten:
735895-735906, 735910-735921’;

b) voor het opschrift ‘- 100 % voor de verstrekkingen’ worden de volgende opschriften en verstrekkingen ingevoegd:
‘- 80 % voor de verstrekkingen:
Artroscopie: implantaten:
735976-735980, 735991-736002’;

c) Voor het opschrift ‘- 150 % voor de verstrekkingen’ worden de volgende opschriften en verstrekkingen ingevoegd:
‘-120% voor de verstrekkingen:
Artroscopie: implantaten:
735932-735943, 735954-735965’”.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Y.	KREINS,	kamervoorzitter,
	P.	VANDERNOOT,	staatsraden,
Mevrouw	M.	BAGUET,	
de Heer	S.	VAN DROOGHENBROECK,	assessor van de afdeling Wetgeving,
Mevrouw	A.-C.	VAN GEERSDAELE,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. G. JOTTRAND, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de Heer P. VANDERNOOT.

DE GRIFFIER DE VOORZITTER

A.-C. VAN GEERSDAELE Y. KREINS